

L'enjeu du "Sol" dans la perspective des états généraux de l'ESS

(Extrait du texte "la crise, le labo le sol") de Patrick Viveret.

L'enjeu d'un autre rapport à la richesse est encore plus net sur le terrain monétaire où l'innovation est plus nécessaire compte tenu du rôle décisif de l'argent. La conjonction des crises écologiques, financières et sociales a conduit à l'insoutenabilité de la forme tout à la fois dérégulée et globale d'un capitalisme très différent des formes nationales et régulées des économies sociales de marché des trente années d'après guerre. D'abord construit culturellement sous l'impulsion théorique de Hayek et Friedmann il réussit à prendre forme politique dans l'Angleterre Thatcherienne et l'Amérique Reaganienne avant de s'imposer internationalement à travers la représentation idéologique globale du « consensus de Washington » dont l'un des moyens essentiels de propagation et de domination fut le transfert du droit de création monétaire du secteur public au secteur privé. Ce cycle historique est d'abord venu buter sur son insoutenabilité écologique : un défi planétaire tel que le climat exige de la régulation, de la coopération et de la relocalisation (évidemment non autarcique). Mais cette incapacité à faire face au défi écologique s'est doublé rapidement d'une insoutenabilité financière. La création monétaire privée par le biais du crédit (pièces et billets sont désormais résiduels) après avoir dopé les marchés financiers a créé une sous- monétarisation dans l'économie réelle, en particulier pour les populations les plus modestes, mais aussi une sur-monétarisation dans l'économie financière source de bulles spéculatives de plus en plus dangereuses. Après s'être traduit par une série de crises financières majeures hors de la sphère occidentale (Amérique latine, Asie, Russie...) nous sommes entrés depuis le krach de 1987 (que la FED traita déjà par la par une fuite en avant dans l'émission de liquidités) dans une phase de déséquilibre aggravé d'un capitalisme financier dont la caractérisation hors sol se traduit par le fait que moins de 3% des échanges financiers quotidiens mondiaux correspondent à des biens et des services réels ! (cf Bernard Lietaer un des anciens responsables de la banque centrale de Belgique)

Ce système se présente comme une véritable pompe aspirante qui détruira à terme tous les systèmes de protection sociale s'il n'est pas régulé et encadré. Il résulte de la conjonction d'une exigence de rentabilité de court terme démentielle (les fameux 15% minimum), un endettement par effet levier et un gonflement démesuré des produits dérivés (dernier chiffre cité par Michel Barnier, commissaire européen 600 mille milliards de dollars !) le tout facilité par une création monétaire essentiellement privée fondée sur l'endettement. Comme l'évaluation des risques repose sur les trois agences de notation totalement compromises dans leurs intérêts avec ceux des acteurs financiers, ce système est incapable d'auto réforme. Il est arrivé aujourd'hui à un point où il ne peut poursuivre sa propre fuite en avant qu'en s'attaquant massivement aux grands acquis sociaux qui avaient caractérisé la période historique précédente. La contradiction écologique se double dès lors d'une

contradiction sociale de plus en plus grave et pourrait générer comme dans les années trente des dangers de désagrégation redoutables pour la démocratie¹, voire à terme pour la paix en Europe, dès lors que les partis démocratiques seront de plus en plus discrédités par l'obligation qui leur est faite par les marchés de conduire des programmes de régression sociale majeurs dans un contexte d'inégalités toujours aussi obscènes.

L'enjeu du projet Sol

Dans ce domaine de la monnaie et de sa réorientation au service d'un développement humain soutenable c'est le **projet Sol** qui symbolise cette capacité anticipatrice mais qui pourrait aussi se révéler à terme contreproductif si l'ESS, soit ne saisit pas cette opportunité, soit la réduit à une approche purement commerciale.

Face à la crise, c'est en effet l'enjeu de la réappropriation démocratique de la création monétaire au profit d'une autre approche de la richesse centrée sur la valeur ajoutée écologique et sociale qui est décisive et qui est constitutive des monnaies sociales qui se développent en particulier en Amérique latine (cf Banque Palmas au Brésil)et en Europe (monnaies régionales en Allemagne, réseaux d'échange de temps en Italie, Grande Bretagne,...). En France l'ESS a été anticipatrice avec le projet Sol appuyé par trois acteurs importants de l'économie sociale (Chèque Déjeuner, Macif, Crédit Coopératif), des réseaux de l'économie solidaire (SEL, AMAP, commerce équitable etc.) et expérimentés sur plusieurs territoires dans cinq régions françaises dans le cadre d'un programme Equal (Nord pas de Calais, Ile de France, Bretagne, Franche-Comté et, en Rhône-Alpes, plus particulièrement dans l'agglomération grenobloise). Ce projet est au milieu du gué. Il ne peut réaliser ses potentialités importantes que s'il se fonde, dans le domaine de la richesse et de la monnaie, sur le trépied stratégique de la résistance créative face à la privatisation de ce bien public essentiel qu'est la monnaie, sur la vision stratégique d'un système monétaire au service d'un développement humain soutenable et sur une expérimentation anticipatrice qui pousse le plus loin possible la préparation de cette perspective en alliance avec des collectivités territoriales. Il ne saurait se réduire à un simple projet économique d'entreprises de l'ESS mais il peut, en revanche, aider l'ESS à franchir des sauts qualitatifs dans trois directions :

a. il ne peut atteindre une masse critique d'échanges que s'il touche une fraction notable non seulement de l'ESS mais aussi des acteurs engagés dans un développement humain soutenable. C'est donc un vecteur privilégié pour nouer des alliances et dépasser la double réduction économiste et sectorielle.

b. il a besoin de s'appuyer sur des stratégies coopératives entre ces différents acteurs et notamment au sein de l'ESS. C'est donc un outil pour développer ces logiques coopératives au sein d'une ESS marquée souvent par des logiques compétitives en son propre sein.

c. Il permet, à travers son double lien au temps et à l'euro, de préparer l'articulation entre richesses marchandes et richesses non marchandes. Le fait que l'ESS rassemble ces deux richesses et ces deux grands types d'acteurs en produisant

à la fois des biens et des services et, à travers le bénévolat, de la valeur ajoutée sociale non monétaire, constitue un fort atout anticipateur. Mais l'ESS ne peut transformer cet atout potentiel en force réelle que si elle accepte en son sein déjà de reconnaître ces deux richesses et d'en organiser l'articulation. Le Sol est aussi un moyen précieux dans cette direction d'autant qu'il peut servir d'unité de compte dans les nouvelles formes comptables et renforcer d'autres initiatives plus locales ou sectorielles telles que les SEL, les réseaux d'échanges de savoirs, les coopératives de temps (l'Accorderie venue du Québec et soutenue par la fondation Macif en constitue l'exemple le plus récent). A l'inverse de ces potentialités, l'échec du Sol ou sa réduction économiste serait un indicateur négatif fort des difficultés de l'ESS à dépasser ses limites actuelles.

C) le projet d'une agence civique de notation

Ce projet, inscrit dans la perspective d'une « bourse des vraies valeurs », vise à répondre à la crise générale du crédit, au sens fort de confiance, qui mine aussi bien le rapport au pouvoir que le rapport à la richesse dans nos sociétés. Il s'agirait de se fonder sur un sens non confisqué et non réducteur des mots eux mêmes : la valeur comme force de vie, le crédit comme qualité de confiance et d'établir une évaluation puis une notation globale de différents acteurs économiques mais aussi politiques et sociaux au regard de la création de valeur ajoutée écologique et sociale et du degré de confiance que l'on peut accorder à leurs proclamations « éthiques », « citoyennes » ou en faveur du « développement durable ». Les garanties exigées seraient proportionnelles au degré de confiance, donc à la qualité du crédit que l'on peut leur faire. L'ensemble du système articulé permettrait de mieux déterminer quel degré de coopération ou au contraire de conflictualité (allant jusqu'à la menace de boycott et de campagne civique de dénonciation) il est possible d'envisager pour des acteurs qui, comme les associations bénévoles, ont souvent un capital monétaire faible mais un capital symbolique fort. La possibilité symbolique que les états généraux de l'ESS se tiennent dans l'ancien palais Brongniart de la Bourse de Paris et qu'une première expérimentation de cette notation (voire de cette cotation) civique puisse être réalisée sur quelques acteurs significatifs renforcerait l'ensemble du processus. Le refus de la confiscation par les trois agences actuelles de notation totalement inféodées au capitalisme financier est une mesure de salubrité publique et là encore le lien entre résistance, vision et expérimentation est essentiel.

ⁱ En témoigne ce texte de Christophe Barbier dans un éditorial de l'Express du 12 mai 'écrivant *qu'un « **putsch légitime** est donc nécessaire* » pour sauver l'euro et « *ressusciter les rêves brisés de la Constitution européenne de 2005* » . Le lendemain l(13 mai) Alain Minc proche conseiller du Président de la République , dans Le Point , estime que « *leur faire croire [aux peuples européens] qu'ils doivent être consultés à chaque grande étape de la construction européenne est non seulement démagogique, mais criminel* » !